

Cet article est disponible en ligne à l'adresse :

http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=AFCO&ID_NUMPUBLIE=AFCO_228&ID_ARTICLE=AFCO_228_0119

Chine-Afrique : facteur et résultante de la dynamique mondiale

par Chris ALDEN, Dan LARGE et Ricardo SOARES DE OLIVEIRA

| De Boeck Université | Afrique contemporaine

2008/4 - N° 228

ISSN 0002-0478 | ISBN 2-8041-5785-2 | pages 119 à 133

Pour citer cet article :

— Alden C., Large D. et Soares de Oliveira R., Chine-Afrique : facteur et résultante de la dynamique mondiale, Afrique contemporaine 2008/4, N° 228, p. 119-133.

Distribution électronique Cairn pour De Boeck Université.

© De Boeck Université. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Chine-Afrique : facteur et résultante de la dynamique mondiale

Chris ALDEN
Dan LARGE
Ricardo SOARES DE OLIVEIRA *

L'essor des relations entre la Chine et l'Afrique constitue le plus grand bouleversement politico-économique du continent africain depuis la fin de la guerre froide. Ces relations se développent aujourd'hui dans un contexte sensiblement différent de celui des précédentes périodes d'engagement chinoises sur le continent africain, où l'économie joue un rôle décisif dans la dynamique de l'économie mondiale. L'intensité de l'engagement chinois vers l'Afrique est la résultante d'une dynamique économique et sociale intérieure à la Chine et d'une conjoncture internationale particulière (voir Alden, 2007 et Tull, 2006). Depuis 1978, la Chine connaît un développement économique majeur avec des taux de croissance annuelle de 9 %, poussé à la fois par des politiques économiques volontaristes¹, l'entrepreneuriat chinois, les investissements et transferts technologiques étrangers, mais aussi par une croissance de la demande globale en produits manufacturés vendus à bas prix. Ce développement économique reconfigure radicalement les relations de la Chine avec le continent africain – et de manière plus générale avec le reste du monde.

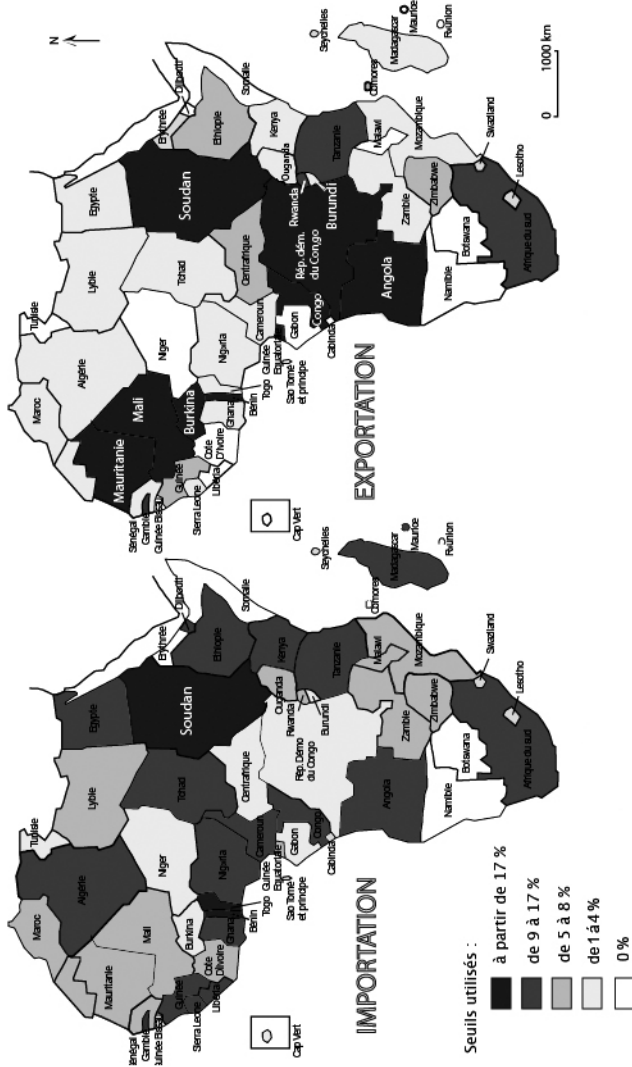
* Les trois auteurs ont co-édité *China Returns to Africa* (Hurst, 2008).

Dr. Chris Alden est conférencier en relations internationales à la London School of Economy. Il est l'auteur de *China in Africa* (Zed, 2007), *Mozambique and the Construction of the New African State* (Palgrave, 2003), et en collaboration avec Garth le Pere, *South Africa's Post-Apartheid Foreign Policy* (Oxford University Press, 2003).

Dan Large est directeur de recherche de l'Africa-Asia Institute à l'École d'études africaines et orientales de l'université de Londres. Dr. Ricardo Soares de Oliveira est maître de conférences au département de politique et de relations internationales à l'université d'Oxford. Il est membre du St Peter's College d'Oxford et du Global Public Policy Institute de Berlin. Il est l'auteur de *Oil and Politics in the Gulf of Guinea* (Hurst, 2008).

1. Sur les profondes transformations de l'environnement économique intérieur de la Chine depuis 1978, se référer à Kitiissou, éd. (2007) et à Sautmann et Yan (2007).

Carte 1 – Part de la Chine dans les exportations et les importations des pays africains en 2007 (en %)



Note : Méthode de répartition des moyennes emboîtées à partir des chiffres de la Chine en 2004, ajustée par la méthode des seuils observés.

Source : FMI Direction on Trade Statistics.

Cet article cherche à rendre compte de la nature des liens tissés entre la Chine et l'Afrique. Pour cela, il identifie les principaux moteurs de l'engagement chinois vers l'Afrique et évalue son impact sur la reconfiguration des relations politiques et économiques internationales. Puis il estime dans quelle mesure les relations Chine-Afrique, telles que nous pouvons les connaître aujourd'hui, sont susceptibles d'évoluer : quel avenir pour la Chine-Afrique ?

LES MOTEURS DE L'AVANCÉE CHINOISE VERS L'AFRIQUE

L'Afrique, source de matières premières et tremplin vers l'économie globalisée

Les relations politiques et économiques tissées entre la Chine et l'Afrique sont largement marquées par l'importation de ressources naturelles africaines, notamment le pétrole². Depuis 1993, la production pétrolière chinoise ne peut plus subvenir aux besoins énergétiques croissants de l'économie chinoise. La Chine devient importatrice nette en pétrole : 40 % du pétrole consommé en Chine est importé, dont 28,7 % provenant de pays africains. La dépendance de l'économie chinoise à l'égard de matières premières ne fait pas que structurer les liens économiques entre le pays émergent et l'Afrique (cf. carte 1) ; elle façonne aussi leurs relations politiques et diplomatiques. Le gouvernement chinois travaille à mettre en place une diplomatie capable de sécuriser l'accès à des ressources naturelles pour alimenter l'industrie chinoise³, faisant du pétrole un enjeu essentiel de la politique étrangère conduite par la présidence de Hu Jintao⁴. On comprend la focalisation majeure qui s'est construite sur les États pétroliers où l'État chinois cherche à renforcer la sécurité énergétique de son pays (Downs, 2004).

Les relations entre la Chine et l'Afrique ne se construisent pas uniquement d'État à État et ne sont pas monopolisées par les acteurs étatiques ou

2. « Un besoin en ressources sans précédent guide désormais la politique extérieure de la Chine » (Zweig et Jianhui, 2005 : 25 ; Taylor, 2006b).

3. Comme le soutient Martyn Davies, « une stratégie à plus long terme (25 ans) visant à extraire l'économie chinoise des réseaux internationaux de transactions de matières premières pourrait aussi fonctionner ». Chatham House, le 14 décembre 2006 (propos enregistrés).

4. Cette diplomatie est étendue au monde entier. En effet, les textes consacrés à la problématique Chine-Afrique ont tendance à focaliser uniquement sur les liens sino-africains et oublient de préciser que les stratégies diplomatiques et commerciales chinoises sont développées vers le monde entier, et de manière particulièrement intense au Moyen-Orient et en Amérique latine.

publics. En effet, avec la privatisation progressive de l'économie, les entrepreneurs privés sont des acteurs majeurs dans la construction des liens avec l'Afrique : ils viennent y trouver des marchés vers lesquels est écoulee la production manufacturée chinoise. Parfois stimulés par le gouvernement, sociétés et entrepreneurs chinois voient dans l'Afrique un continent à fort potentiel économique et peuplé de consommateurs et rejettent explicitement tout « afro-pessimisme », souvent reproché aux partenaires occidentaux. Le soutien du gouvernement central (ou provincial) aux entreprises chinoises joue un rôle non négligeable dans la canalisation des investissements chinois vers l'Afrique. En effet, dans les plans de développement économique construits par le Parti communiste chinois, l'Afrique est considérée comme un endroit où acquérir une expérience-tremplin pour hisser une activité à l'échelle internationale. La présence chinoise en Afrique d'entreprises d'État impliquées dans l'extraction des matières premières et le développement des infrastructures sont en partie le résultat de la décision du Parti communiste chinois de transformer des institutions publiques moribondes en sociétés multinationales dirigées par l'État et capables de concurrencer les corporations internationales les plus réputées. Cette politique de *going out* [acquisitions à l'étranger]⁵, officiellement lancée en 2001, est appuyée par l'astucieuse diplomatie « sans conditions » de Pékin, ainsi que par les milliards de dollars de réserves en devises étrangères qui ont permis à des entreprises comme PetroChina, ZTC ou Jiangsu International de prendre pied très rapidement sur les marchés africains.

Le gouvernement chinois est particulièrement actif pour solidifier les investissements chinois vers l'Afrique : mus par des intérêts économiques, les initiatives chinoises sont appuyées par des mécanismes de coopération, notamment dans l'accès aux matières premières, dont le plus connu est certainement le Forum sur la coopération sino-africaine (*Zhong Fei Luntan* ou FCSA), le mécanisme de coopération sino-africaine le plus prégnant sans être pour autant le seul (encadré 1) : les relations économiques entre la Chine et l'Afrique sont plurielles, par la diversité des acteurs chinois actifs en Afrique et par la disparité des pays africains en termes de développement économique et de leurs richesses en ressources naturelles.

5. Politique de *going out* : voir l'article de Michal Meidan, « Le pétrole et la Chine-Afrique : plus qu'une relation commerciale » dans ce même dossier.

Encadré 1 – Pluralisme de mécanismes de coopération sino-africaine

Le FCSA est un arrangement conclu entre la Chine et 49 pays africains. Lors de ses trois éditions à ce jour (à Pékin en octobre 2000, à Addis-Abeba en décembre 2003 et à Pékin en 2006), des réunions bilatérales autour des questions d'aide et d'accords commerciaux se sont tenues en parallèle de réunions d'affaires facilitant les transactions et les contrats entre les entreprises chinoises et africaines. À ces réunions, s'est ajoutée la réaffirmation de l'importance et de la qualité des relations. Ce forum est important en tant que lieu de rendez-vous où constater des avancées, signer publiquement des accords ou exposer les grandes lignes des relations futures, mais il n'est cependant pas doté d'un appareil institutionnel évolué jouissant d'une quelconque autonomie vis-à-vis de la politique africaine de la Chine. Pas plus qu'il ne semble être un acteur significatif de l'orientation des relations au-delà de son rôle officiel de coordination et de représentation⁶.

Le FCSA est le principal forum mais non le seul⁷. En effet, les mécanismes de coopération sont multiples et ne sont pas uniquement définis centralement. D'autres impulsions sont données par les provinces chinoises ou par certains départements de ministères centraux, en dehors du FCSA. La pertinence du FCSA est à replacer au sein des sections gouvernementales chinoises responsables de la politique africaine, dont notamment le groupe principal des Affaires étrangères du Comité central du PCC, présidé par Hu Jintao, et chargé d'élaborer la politique extérieure. Le département des Affaires africaines (DAA) intégré au ministère des Affaires étrangères met en œuvre les politiques de hauts dirigeants chinois, y compris par le biais du FCSA (qui dispose d'un « Comité de suivi » chinois composé de plus d'une vingtaine d'agences d'État avec le Secrétaire général du DAA à sa tête). Outre le ministère du Commerce, l'autre ministère incontournable, le département des Affaires d'Asie occidentale et d'Afrique, et le département d'Aide aux pays étrangers revêtent une importance particulière pour la formulation de la politique chinoise en Afrique. Ces diverses instances sont alimentées par un réseau d'organismes de recherche et d'universitaires dont les recommandations sont bien souvent adressées directement aux dirigeants⁸.

La revendication d'une stature internationale

La diplomatie africaine de la Chine n'est pas seulement mobilisée pour appuyer les intérêts économiques chinois, elle répond aussi à des considérations d'ordre politique que l'on devine derrière la qualification de « coopération gagnant-gagnant ».

6. www.focac.org/eng/.

7. Il existe, outre le FCSA, le Forum économique de coopération entre la Chine et la Communauté des pays lusophones, basé à Macao, et la Conférence de l'amitié sino-arabe créée fin novembre 2006 à Khartoum.

8. Parmi les organes de recommandations autour de la politique chinoise en Afrique, on peut compter l'Institut d'études des relations entre l'Asie occidentale et l'Afrique de l'Académie chinoise des sciences sociales, et les groupes de réflexion gouvernementaux tels que l'Institut chinois des relations contemporaines. Un certain nombre d'ONG chinoises officiellement reconnues, comme l'Association chinoise pour la Compréhension internationale ou la Société chinoise pour le Développement afro-asiatique et l'Échange, sont également impliquées.

Les autorités officielles chinoises revendiquent un statut international à la Chine et mettent pour cela ses actions en faveur du développement en Afrique en avant : ils entendent ainsi poser la Chine comme leader de l'ensemble du Sud et championne de l'instauration d'un « nouvel ordre politique et économique international juste, rationnel et marqué par l'égalité et le bénéfice mutuel » et pour « la défense des droits et intérêts légitimes des pays en développement »⁹. La Chine cherche un soutien auprès des États africains pour asseoir une légitimité internationale, comme ce fut le cas lorsque la République Populaire de Chine put rejoindre l'Organisation des Nations unies et ne plus être mise aux bancs des Nations. Les relations avec les États africains sont également utilisées par le pouvoir de Pékin pour marginaliser ses ennemis. Ainsi, l'Afrique est le théâtre d'une compétition stratégique engagée avec le Japon et Taïwan. Le soutien africain se fait particulièrement ressentir dans l'objectif implicite de faire barrage aux aspirations japonaises de siéger au Conseil de sécurité de l'ONU. La capacité de Pékin à mobiliser les voix africaines contre Tokyo s'est d'ailleurs illustrée lors du sommet Asie-Afrique en avril 2005, lorsque le lobby chinois a bloqué l'octroi d'un siège au Japon. L'opposition envers Taïwan est plus évidente : le principe d'une seule Chine, exception fondamentale à sa politique « sans attaches »¹⁰, a vu le gouvernement chinois se servir des soutiens africains pour marginaliser Taïwan¹¹. L'invitation faite aux États africains qui reconnaissent Taïwan à participer au 3^e FCSA en observateurs, a mis en évidence une nouvelle façon de convaincre les derniers pays récalcitrants car l'objectif du gouvernement chinois d'empêcher Taïwan de faire de l'ombre à la RPC en Afrique est en passe d'aboutir : les perspectives politiques de Taïwan sur le continent n'en sont pas moins mornes et reposent sur un nombre décroissant de petits États stratégiquement insignifiants et de moins en moins nombreux, le Malawi a coupé les ponts avec Taïpei en janvier 2008 et la perte du Tchad en août 2006 constitue un véritable revers pour Taïwan¹². Les enjeux de cette compétition restent évidemment d'ordre politique car les relations économiques de Taïwan avec l'Afrique demeurent marginales : facilitées par le Forum économique Afrique-Taïwan, elles ne représentent qu'une

9. On pourra consulter à ce sujet le document *China's African Policy*, janvier 2006, Part IV (5), disponible en anglais sur le site Internet www.fmprc.gov.cn/eng/zxxx/t230615.htm.

10. La déclaration de Michael Sata, leader de l'opposition zambien qui a qualifié Taïwan d'« État souverain » lors des élections présidentielles de septembre 2006, a poussé l'ambassadeur de la Chine en Zambie à dénoncer son ingérence dans la souveraineté de la Chine. Cet épisode ne doit pas être considéré comme une simple transgression du cadre chinois de non-ingérence, mais bel et bien comme ancré dans la politique « interne » de la Chine.

11. Le savoir-faire de la Chine pour mobiliser ses alliés africains sur la question taïwanaise est probant. L'affirmation formelle d'une seule et unique Chine est régulièrement exprimée lors d'échanges officiels. Certains pays africains se sont même ralliés à la loi antisécession adoptée mars 2005.

12. Quatre des vingt-trois États à reconnaître Taïwan sur l'ensemble de la planète sont en Afrique : le Burkina Faso, la Gambie, São Tomé et Príncipe et le Swaziland.

proportion relativement faible de son commerce extérieur¹³. Si le bras de fer se montre aujourd'hui en la faveur de la République Populaire de Chine, le processus n'est pas pour autant irréversible. Ainsi, il n'est pas impossible de voir les États africains jouer la carte taïwanaise pour jouer la surenchère sur la relation avec Pékin.

Encadré 2 – Taïwan, un acteur marginalisé sur le continent africain

Taïwan continue néanmoins à promouvoir sa position en Afrique. Le premier sommet de chefs d'État Taïwan-Afrique s'est tenu à Taipei le 9 septembre 2007, et a rassemblé le président Taïwanais Chen Shui-bian, le roi du Swaziland Mswati III, le président du Burkina Faso Blaise Compaoré, le président de São Tomé et Príncipe Fradique de Menezes, le président du Malawi Bingu wa Mutharika et la vice-présidente de la Gambie, Isatou Njie-Saidy. La Déclaration de Taipei affirme « l'importance historique » de ce « nouveau chapitre dans l'histoire des relations diplomatiques entre Taïwan et l'Afrique »¹⁴. Les priorités identifiées s'articulent autour de cinq domaines clés : les technologies de l'information et de la communication, le développement économique, la santé, l'environnement, la paix et la sécurité. À l'instar du FSCA, le sommet a donné naissance à un Plan d'action et à un Comité de suivi pour en assurer la mise en œuvre. Peu après, un panel d'hommes politiques, d'universitaires et de représentants d'ONG s'est réuni au Forum 2007 de partenariat stratégique Afrique-Taïwan pour le progrès. Si le développement fut officiellement le thème majeur du sommet, les aspirations de Taïwan à devenir membre de l'ONU en ont officiellement constitué le principal enjeu. Le ministre taïwanais des Affaires étrangères, James Chih-fang Huang, a rendu visite aux cinq alliés africains de Taïwan (ainsi qu'au Tchad) en juillet 2007 pour porter le flambeau de la tentative annuelle de Taïwan de rejoindre l'ONU. Les gouvernements africains favorables à la Chine ont exprimé leur opposition à cette demande. L'une des sections de la Déclaration du sommet touche au cœur des objectifs de la diplomatie taïwanaise en Afrique en affirmant que « les pays d'Afrique amis de Taïwan apportent leur soutien au droit légitime de Taïwan d'adhérer à l'Organisation des Nations unies et à ses institutions spécialisées... ». Ils ont, comme prévu, appuyé la tentative de Taïwan de faire partie de l'ONU mais le 21 septembre 2007, le comité général de l'Assemblée générale des Nations unies a décidé de ne pas faire figurer cette question à l'ordre du jour de l'ONU, contrecarrant ainsi la quinzième demande consécutive de Taïwan¹⁵.

13. L'ensemble des échanges commerciaux de Taïwan avec ses alliés africains ne s'est élevé qu'à 56 millions USD en 2006, le Swaziland culminant en première position (la valeur des échanges s'élevant à 30,2 millions USD) selon une estimation basée sur les chiffres du Bureau taïwanais du commerce extérieur pour janvier 2006-janvier 2007.

14. Déclaration de Taipei du premier sommet des chefs d'État Taïwan-Afrique, Taipei, 9 septembre 2007.

15. Communiqué des Nations unies du 28 septembre 2007, "China thanks Africans for defeating Taiwan's bid to join UN" [La Chine remercie les Africains d'avoir fait échouer la tentative de Taïwan de rejoindre l'ONU].

LA CHINE-AFRIQUE ET LA RECOMPOSITION DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

La dynamique de l'économie chinoise et la place de premier rang que la République Populaire de Chine gagne petit à petit sur la scène internationale recombinent les relations internationales et les dynamiques économiques mondiales. Particulièrement actifs en dehors de leurs frontières, les acteurs chinois font bouger les lignes politiques et économiques et participent vivement à la transformation de l'état du monde, des rapports de force de la globalisation et de la répartition des richesses produites.

Opportunités de développement pour la Chine et pour l'Afrique

L'émergence de la Chine comme un acteur majeur en Afrique est incontestable. Elle est l'expression la plus flagrante d'une nouvelle dynamique globale qui place la Chine au centre de la politique mondiale contemporaine et conduit à l'évolution des acteurs qui y sont impliqués.

La dynamique présente d'abord une opportunité pour le développement de l'Afrique. L'engagement de la Chine en Afrique est à même de remplir bon nombre de conditions pour le développement des pays africains comme l'injection d'investissements, l'amélioration des infrastructures, l'ouverture de nouveaux marchés et l'expansion de son capital humain. Malgré les inquiétudes exprimées par certains cercles en Afrique, l'implication de la Chine est largement considérée comme un jeu à somme positive¹⁶. En effet, la diversification des sources d'investissements étrangers – une politique explicite poursuivie par des pays producteurs de pétrole comme l'Angola et le Nigeria – débouche sur l'obtention de meilleures modalités, tant de la part des bailleurs que de celle des prêteurs.

La Chine n'est pas indemne, car l'ouverture des acteurs chinois sur l'économie mondiale conduit aussi à de grands changements pour la République Populaire de Chine elle-même. Son engagement actuel en Afrique est la conséquence directe de trois décennies de rapide développement aux conséquences majeures sur le cours et la méthode de transition du bastion socialiste chinois vers une économie de marché capitaliste. Au fur et à mesure de leur implantation en Afrique, les pratiques des acteurs chinois – puisées dans leur expérience domestique où la législation sociale et environnemen-

16. À ce sujet, se référer entre autres à l'ouvrage de Le Pere et Shelton (2007).

tale est faible, voire inexistante – façonnent de plus en plus leurs relations avec l'Afrique. La décentralisation des politiques économiques, qui a affaibli la capacité du gouvernement central d'influencer les activités des entrepreneurs privés chinois, vient compliquer la situation (Gill et Reilly, 2007).

La diversité des acteurs chinois impliqués et les fortes marges de manœuvre dont ils disposent, quand bien même sont-ils des acteurs étatiques, expliquent ce rythme soutenu, et la versatilité des relations entre la Chine et l'Afrique mérite d'être relevée. Depuis le dernier sommet du FCSA en 2006, trois aspects de la politique africaine de la Chine ont changé de façon notable. La Chine a d'abord dépassé son objectif premier d'acquérir des ressources, pour investir des domaines tels que les services financiers et l'élargissement de ses activités liées à l'agriculture. Les liens sino-africains conduisent la Chine à bâtir des pôles d'investissement sous forme de Zones de coopération économique dans certains pays africains et à modifier ses propositions d'investissement conventionnelles pour laisser une plus grande part aux actions visant le social et les communautés locales. L'audacieuse percée dans le domaine des services financiers¹⁷ signifie le renforcement de son engagement économique. Enfin, forts de l'expérience chinoise dans le domaine de l'assistance technique, des centres agricoles chinois subventionnés surgissent un peu partout en Afrique et, conjugués au rôle croissant de la Chine en matière de financement, de formation et d'agriculture commerciale, laissent présager un engagement plus substantiel¹⁸. Les acteurs chinois font preuve d'une forte réactivité. Ainsi, lorsqu'ils se trouvent critiqués pour faire fi des problèmes de gouvernance (encadré 2) les investisseurs reconfigurent leurs investissements et les ajustent aux canons de la responsabilité sociale et environnementale¹⁹.

Croissance chinoise et reconfiguration de l'échiquier international

La forte présence chinoise en Afrique comporte de plus vastes implications pour le système international. Elle remet en question la prééminence occidentale dans une région qui a longtemps fait figure de « chasse gardée »

17. À ce propos, on peut évoquer l'achat en novembre 2007, pour 5,4 milliards USD, de 20 % de la Standard Bank of South Africa (la plus grande banque du pays, avec la plus grande exposition en Afrique) par la Banque industrielle et commerciale de Chine et, moins d'une semaine plus tard, l'annonce d'un partenariat entre la Banque chinoise de développement et la United Bank of Africa du Nigeria.

18. Des pourparlers sont en cours au Sénégal et en Afrique du Sud, alors que les agriculteurs chinois s'implantent en Zambie et au Zimbabwe ("Chinese team to discuss agricultural centre", Agência de Informação de Moçambique, 7 novembre 2007).

19. On peut citer à ce sujet le montage financier de plus de 5 milliards USD en République démocratique du Congo annoncé en septembre 2007, dont 3 milliards USD étaient destinés à la réhabilitation des infrastructures et 2 milliards USD au développement des mines au Katanga, en Ituri et au Kivu. En outre, le montage prévoit la construction de 31 hôpitaux et deux universités.

européenne et de source énergétique de plus en plus vitale pour les États-Unis.

Face à ce nouveau défi lancé à leur standing international bien établi, les grands pays industrialisés ont tenté de réagir par une stratégie de critique publique plus vive et par une réticence à collaborer avec la Chine.

La capacité de la Chine à mobiliser des ressources financières colossales grâce aux revenus générés par son statut de premier manufacturier mondial et de nation commerciale majeure pour servir ses intérêts en politique étrangère, lui confère une position confortable que les États occidentaux ne peuvent que lui envier. De la même manière que les historiens ont qualifié de moment décisif dans la distribution des forces au sein du système international le passage de l'Amérique d'une nation débitrice à une nation créditrice après 1919, le statut de la Chine comme l'un des principaux créditeurs internationaux signifie lui aussi que ces forces sont en train de se déplacer vers l'Est. On comprend l'agacement et la surprise suscitée par la baisse d'intérêt témoignée par les États africains vis-à-vis des emprunts auprès de la Banque mondiale et de la Banque européenne d'investissement. La reconfiguration du rapport de forces a d'ailleurs poussé les deux institutions à décrier les pratiques chinoises en matière de prêt ainsi qu'à poser la question de leur propre pertinence, indicateur de marginalisation de l'Occident²⁰. La mainmise de la Chine sur les marchés grâce à une combinaison imbattable de diplomatie agressive, de largesses financières et de bas prix, doublée de l'aptitude africaine à jouer ses prétendants les uns contre les autres, ne fait qu'alimenter le sentiment des capitales occidentales de se voir bientôt reléguées aux oubliettes.

Le gouvernement chinois profite de l'aubaine et dirige le projecteur sur les vertus de leur coopération : l'intensification des relations Chine-Afrique serait uniquement due à la symétrie du rapport de force, à l'égalité, au bénéfice mutuel, à la souveraineté et à la non-ingérence. Force est néanmoins de constater que la rapide pénétration chinoise en Afrique a directement tiré profit des précédentes décennies de restructuration néo-libérale des économies africaines, y compris de la suppression des freins aux investissements et de la privatisation des actifs publics. En outre, leur recherche d'investissements s'est plus ou moins amorcée au moment où l'Occident a commencé à se désengager de l'Afrique²¹. Dans ce contexte, la rapide progression de la Chine sur le continent, loin de constituer une soudaine « ruée vers l'Afrique »,

20. "China treads on Western toes in Africa", *Financial Times*, 12 janvier 2007

21. C'est ce qu'a montré, en premier chef, la dévaluation du franc CFA menée par la France en 1994 et, ironiquement, le déplacement vers la Chine de la prospection occidentale pour de nouvelles opportunités d'investissements. Voir, par exemple, Manji et Marks, éds (2007).

pourrait plus exactement se comparer à l'enfoncement d'une porte ouverte, une porte que l'Occident avait de toute façon laissée entrebâillée lors de son départ précipité vers l'Est.

Ces éléments permettent de modérer l'impression générale de l'intensification des relations entre la Chine et l'Afrique, souvent interprétée comme relevant uniquement de l'efficacité de la stratégie menée par le pouvoir central chinois, supposé être capable de contrôler centralement l'ensemble des forces chinoises vers l'Afrique. Sans remettre en cause les marges de manœuvre dont dispose le gouvernement chinois, la Chine n'est pas *un* acteur unique et omnipotent à construire la relation Chine-Afrique.

Encadré 3 – Gouvernance, talon d'Achille de l'avancée chinoise en Afrique

L'impact de la Chine sur la gouvernance en Afrique, que les esprits occidentaux comme africains s'efforcent de déterminer, est sans doute l'aspect le plus controversé de son engagement. En courtisant activement les « régimes parias » comme ceux du Soudan ou du Zimbabwe, Pékin n'a pas seulement irrité l'Occident – ce qui, initialement du moins, n'était pas considéré comme une conséquence particulièrement inquiétante par l'administration chinoise – mais s'est également retrouvée en porte-à-faux vis-à-vis du consensus émergent au sein de l'Afrique elle-même sur la nécessité de parvenir à une bonne gouvernance. Les voix qui se sont élevées en faveur de la redevabilité, de la transparence et de la démocratie n'étaient pas uniquement celles d'activistes de la société civile, mais aussi de certains des plus hauts dirigeants du continent, comme l'ancien président du Nigeria, Olusegun Obasanjo ou Thabo Mbeki en Afrique du Sud, et ces préoccupations furent traduites dans la reformulation de l'Union africaine et de l'initiative Nepad. Cette tournure inattendue des événements a placé la Chine dans une position inconfortable, l'exposant à des critiques africaines à l'égard de sa quête résolue du profit au détriment des besoins et des préoccupations des Africains ordinaires. Le résultat paradoxal de cette situation s'est illustré dans le cas du Soudan : il semblerait que la Chine se soit progressivement écartée de sa position de soutien inconditionnel au principe de non-ingérence dans les affaires intérieures d'un pays, pour se rapprocher de celle de l'Union africaine (et donc de celle de l'Occident) insistant sur la nécessité d'une opération de maintien de la paix au Darfour²².

QUEL AVENIR POUR LA CHINE-AFRIQUE ?

La diplomatie chinoise a fonctionné sur une base différente des rapports de pouvoir ouvertement hiérarchiques mis en place par les autres puissances. Jusqu'à présent, cette stratégie a dans l'ensemble été couronnée de suc-

22. Voir « Arms, Oil, and Darfur : The Evolution of Relations between China and Sudan », *Sudan Issue Brief* (Genève : Small Arms Survey, 2007).

cès, à tel point que certaines réactions extérieures laissent entendre que la Chine serait en quelque sorte immunisée contre les pesanteurs politiques et économiques dominantes en Afrique. Certains éléments viennent rappeler que l'intensification de la relation Chine-Afrique peut être remise en cause. La position des intérêts chinois est de plus en plus mise à l'épreuve par la complexité croissante des liens qui se tissent.

Le possible enlèvement de « l'exception chinoise »

Les relations Chine-Afrique sont plurielles et variées. En plus d'une diversité d'acteurs dont les actions ne sont pas nécessairement coordonnées, les relations Chine-Afrique sont également marquées par une diversité frappante d'activités et d'intérêts chinois sur des territoires extrêmement variés allant de l'Afrique australe à l'Afrique anciennement lusophone, l'Afrique de l'Est ou la Corne, et couvrant des cas stratégiquement très marqués comme l'Afrique du Sud, l'Angola ou le Soudan et d'autres cas moins importants mais cependant révélateurs comme la Tanzanie, la Namibie ou le Cap-Vert.

Déjà complexes, les relations Chine-Afrique se complexifient encore plus par les dispositifs construits pour répondre aux nouvelles clauses sociales et environnementales exigées dans la négociation avec les autorités locales africaines. L'une des conséquences de la visibilité même de la Chine et de la fanfaronnade accompagnant sa montée en puissance en Afrique, est que Pékin doit désormais relever le défi de répondre aux fortes attentes qu'elle a suscitées et tenir ses promesses en Afrique, tout en poursuivant ses objectifs de croissance en Chine. En réponse aux griefs concernant les pratiques commerciales, l'impact écologique, les menaces de sécurité accrues et les demandes de protection émanant des ressortissants chinois en Afrique, le gouvernement central chinois tente actuellement de déployer divers types d'acteurs chinois, sur lesquels sa capacité de contrôle semble moins forte que ce que l'on pourrait croire (Gill et Reilly, 2007). L'intensification de l'engagement a d'ores et déjà apporté son lot de défis imprévus, au fur et à mesure que les divers intérêts chinois se heurtent aux caprices de la politique des différentes régions d'Afrique. Les acteurs chinois consolident leur implantation en Afrique grâce à l'expérience qu'ils accumulent et au resserrement progressif des liens existants, mais risquent fort d'éroder cette bonne réputation d'exceptionnalisme dont jouit la Chine auprès des masses populaires africaines. Il n'en reste pas moins qu'avec la nouvelle prééminence de la Chine en Afrique, qui vient rafraîchir le débat sur le développement dans un contexte d'incertitude géopolitique pour l'avenir, la nécessité de maximiser les bénéfices africains pour que les élites ne soient pas

seules à en profiter demeure une préoccupation pertinente. Quoique porteur d'une dimension positive et doté d'un potentiel certain, le ré-engagement de la Chine ravive également les sempiternelles questions de puissance, de contraintes pesant sur le développement et de la position défavorable et structurellement subordonnée de l'Afrique au sein de l'économie mondiale.

Au vu de l'importance grandissante des ressources africaines pour la santé de l'économie chinoise, il est raisonnable de penser que la politique intérieure de Pékin visant à accroître la prospérité du pays, au prix de réformes économiques parfois douloureuses, sans toutefois renoncer à un contrôle politique fort, court le risque de devenir l'otage des aléas de ses incursions internationales dans des régions comme l'Afrique, comme peut l'illustrer la controverse diplomatique suscitée par le soutien dont fait preuve la Chine à l'égard du régime marginalisé en place au Soudan.

L'incertitude du futur statut de la Chine en Afrique

Prétendre que les rapports de la Chine avec l'Afrique sont particuliers et fondamentalement différents de ceux avec l'Occident est ainsi bien plus significatif qu'il n'y paraît de prime abord, car cela touche au cœur de l'identité de la Chine et de ses relations avec le continent. De nos jours, la Chine présente à l'Afrique un portrait mitigé d'elle-même : elle demeure un pays émergent qui a néanmoins accompli d'impressionnants progrès en matière de développement, un pays dont la capacité même à transformer avec succès son économie grâce à la réforme et à l'ouverture a enclenché un processus par lequel ses relations avec le reste du monde démontrent l'incertitude du statut de la Chine. De nombreux États africains envisagent aujourd'hui d'aligner leur trajectoire économique et politique sur l'avenir de la Chine, précisément en raison des réussites dont elle a fait preuve et du parcours économique qu'elle semble emprunter. Cependant, l'insistance du gouvernement chinois pour conserver sa situation exceptionnelle – à savoir, rester un partenaire bienveillant de l'Afrique dans le cadre d'un partenariat stratégique « gagnant-gagnant » malgré la dure réalité inévitable de ses relations commerciales grandissantes fondées sur les matières premières – place la politique étrangère chinoise sous pression pour conserver son haut niveau de moralité sur fond d'évolution de ses intérêts commerciaux et autres intérêts connexes sur le continent. Pékin se verra-t-elle amenée à reproduire les pratiques occidentales, peut-être sous l'influence de contraintes disciplinaires ainsi que semble le suggérer Clapham ? Ou s'efforcera-t-elle de sauve-

garder son « amitié entre les plus inégaux des égaux »²³ avec les États africains, et ce quel qu'en soit le prix ? Dans ce cas de figure, jusqu'où iront les efforts consentis par l'Occident pour socialiser la Chine en vue d'en faire une puissance « responsable » en Afrique ? Et dans quelle mesure la Chine influencera-t-elle les normes dominantes faisant actuellement autorité ? Plus que tout autre processus, la révision progressive, voire l'abandon de l'exceptionnalisme marquera un désir de convergence avec les autres acteurs étrangers présents en Afrique et, simultanément, sonnera le glas des derniers vestiges du projet idéologique de Mao.

CONCLUSION

Cet article a montré que le dynamisme des relations Chine-Afrique est tout autant une résultante qu'un effet de la dynamique politique et économique mondiale. En corolaire, on peut dire que la Chine n'est pas forcément maîtresse de son destin africain. Ainsi, la Chine-Afrique met en œuvre une constellation d'acteurs regroupés sous l'appellation générique de « la Chine » sur ce continent hétéroclite qu'est l'Afrique. En plus de cela, force est de constater que la présence et le rôle accrus de la Chine sur le continent sont à l'avant-garde d'un engagement asiatique plus vaste qui aura des conséquences sur la politique de l'Afrique et ses relations avec les puissances étrangères. L'accent mis sur la présence chinoise en Afrique tend à estomper l'engagement d'autres acteurs importants, notamment l'Inde, qui a organisé son propre Sommet africain à New Delhi en avril 2008, et le Japon, dont la quatrième réunion de la Conférence internationale de Tokyo pour le Développement de l'Afrique s'est tenue à Yokohama en mai 2008, ainsi que l'engagement soutenu des puissances extérieures plus « traditionnelles » dans des circonstances politiquement et économiquement plus concurrentielles. Néanmoins, la Chine demeure, et de loin, la principale puissance montante en Afrique et son retour à une position d'importance dans les affaires africaines donne à croire qu'elle aura un impact durable sur le continent. Reste à voir si cet engagement redéfinit la problématique des relations internationales africaines comme le suggère la rhétorique du partenariat « gagnant-gagnant ». Dans tous les cas, l'Afrique, en sa qualité de terrain d'essai pour

23. « [L']amitié entre les plus inégaux des égaux », c'est ainsi que Nyerere décrit les relations entre la Chine et la Tanzanie. Cité dans George T. Yu, *China and Tanzania : A Study in Cooperative Interaction* (Berkeley : Center for Chinese Studies, University of California, 1970), p. 97. [Notre traduction.]

une Chine activiste, donne un aperçu intéressant du comportement d'une Chine en plein essor dans des régions et marchés tels que l'Asie centrale, l'Amérique latine et le Moyen-Orient. C'est bien en Afrique que se construit le XXI^e siècle.

BIBLIOGRAPHIE

- ALDEN, C. (2007), *China in Africa*, Londres, Zed Books.
- ALDEN, C. et M. DAVIES (2006), "A Profile of the Operations of Chinese Multinationals in Africa", *South African Journal of International Affairs*, vol. 13, n° 1, p. 83-96.
- DOWNS, E. S. (2004), "The Chinese Energy Security Debate", *The China Quarterly*, n° 177, p. 21-41.
- GILL, Bates et James REILLY (2007), "The Tenuous Hold of China Inc. in Africa", *Washington Quarterly*, vol. 30, n° 30, p. 37-52.
- KITISSOU, M. (éd.) (2007), *Africa in China's Global Strategy*, Londres, Adonis & Abbey.
- LE PERE, G. et G. SHELTON (2007), *China, Africa and South Africa : South-South Co-operation in a Global Era*, Midrand, Institute for Global Dialogue.
- SAUTMANN, B. et Y. HAIRONG (2007), "Friends and Interests: China's Distinctive Link with Africa", *African Studies Review*, vol. 50, n° 3.
- TAYLOR, I. (2006a), *China and Africa: Engagement and Compromise*, Abingdon, Routledge.
- TAYLOR, I. (2006b), "China's Oil Diplomacy in Africa", *International Affairs*, vol. 82, n° 5, p. 937-959.
- TULL, D. M. (2006), "China in Africa : Scope, Significance and Consequences", *The Journal of Modern African Studies*, vol. 44, n° 3, p. 459-479.
- ZWEIG, D. et B. JIANHAI (2005), "China's Global Hunt for Energy", *Foreign Affairs*, vol. 84, n° 5, p. 25.